

Réunions Grand Débat National

Rieumes – Haute Garonne

Vendredi 1^{er} février et vendredi 15 février

Ces deux séances ont été organisées par la Municipalité et animées par un intervenant extérieur, neutre, Sylvain Martin.

Séances enregistrées. Prise de notes assurée par une intervenante neutre, Cécile Bousquet.

La première réunion a permis d'évoquer essentiellement les thèmes « démocratie et citoyenneté » et « fiscalité et dépenses publiques ». La seconde réunion était centrée sur les deux autres thèmes « transition écologique » et « organisation de l'Etat et des services publics ».

Nous avons fait le choix de résumer les propositions émergeant de ces deux réunions et de les classer dans leur thème respectif. Les enregistrements intégraux pourront être écoutés via le site internet de la commune. Ce compte-rendu a été soumis aux participants avant transmission à la commission Grand Débat.

Etaient présents :

- *27 personnes le 1^{er} février, dont 6 élus de la commune.*
- *24 personnes le 15 février dont 2 élus de la commune.*

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

EMPLOI

Développer l'emploi de proximité pour limiter les déplacements entre travail et maison.

Aider les petites communes à être attractives pour les entreprises. Mettre à disposition des parcelles ou des bâtiments municipaux à des tarifs très bas pour favoriser leur implantation.

Créer une aide à la mobilité ou aide au logement pour permettre aux demandeurs d'emplois de postuler sur une offre loin de chez eux.

Créer plus de tiers-lieux et développer le télétravail.

Limiter les délocalisations dans les pays d'Europe. Leur imposer de rester installées en France, si le travail ne peut être fourni en France, éventuellement délocaliser en Europe sous conditions.

Interdire les délocalisations hors Europe.

Favoriser l'installation de médecins dans les communes rurales et surtout de spécialistes.

Embaucher des gens du secteur géographique dans les emplois de proximité (réduirait les problèmes de mobilité).

Imposer aux entreprises locales qu'elles prennent les jeunes du territoire en stages et qu'ils soient prioritaires à l'embauche.

ENSEIGNEMENT-FORMATION

Généraliser les cours de langue locale pour maintenir la culture et le patrimoine des régions de France.

Développer les cours de civisme et de compréhension des institutions et des process politiques à l'école et pour tous les citoyens qui le demandent.

Réévaluer la place de l'enseignement et valoriser les enseignants mais aussi mieux les choisir.

Donner plus de moyens pour former les jeunes de demain : valoriser l'Éducation Nationale .

Valoriser les filières professionnelles.

S'inquiéter de la perte d'heures de formation dans les cycles professionnels.

Faire intervenir Pôle Emploi dans les écoles.

Diriger les jeunes vers de meilleures filières.

Valoriser les métiers professionnels.

Réformer le système de notation dans les écoles.

CIVISME

Redonner plus de pouvoir aux mairies et arrêter de faire des strates intermédiaires et de morceler les compétences et donc de fragiliser le système décisionnaire (limiter l'intercommunalité et travailler sur la pertinence des territoires ainsi constitués).

Rendre le vote obligatoire, comme cela est le cas en Belgique (les contrevenants paient une amende).

Rendre le RIC obligatoire avec vote obligatoire de tous les citoyens. Sur les questions de gestion courante mettre un seuil de 400 000 voix pour adopter une motion, et 2 millions sur les questions constitutionnelles.

Mettre en place un système mixte de vote, par internet, dans sa mairie, et au bureau de vote.

Prendre en compte le vote blanc : au-delà d'un certain pourcentage de votes blancs, l'élection est annulée et on revote.

Faire évoluer notre système démocratique par une démocratie plus participative. Que les citoyens puissent voter les lois. Activer et systématiser le Référendum d'Initiative Partagée qui est autorisé par la Constitution depuis 2008. 4,5 millions de votes et 185 députés pour permet de faire passer une loi. Il faut se servir de ce qui existe !

Développer les conseils municipaux de jeunes.

Désigner les élus par tirage au sort parmi une liste donnée.

SOLIDARITE

Régler la question des sans-abris français avant de s'émouvoir pour les migrants.

Mieux accueillir les étudiants étrangers : ce sont les décideurs de demain.

Revenir aux valeurs humaines et citoyennes pour chacun d'entre nous. S'intéresser à son prochain, réinstaurer le respect.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

POUVOIR D'ACHAT

Encadrer et contrôler les montants des loyers pour que chacun puisse se loger dignement et à des prix justes.

Permettre à toutes les personnes âgées de finir leur vie en maison de retraite en fonction de leurs revenus. Les prix minimums sont de 2000€ par mois, qui peut encore payer une telle somme ?

Revenir à l'ancien calcul de la CSG.

Indexer le montant des retraites sur l'inflation.

INEGALITES

Supprimer les régimes spéciaux de retraite, n'avoir qu'un seul modèle qui assure à tous un revenu décent après avoir travaillé 40 ans.

Plafonner les salaires maximums : autoriser des écarts de 1 à 20 et non plus de 1 à 300.

CONSOMMATION

Taxer plus les achats internet pour que les gens favorisent les achats dans des boutiques locales.

Baisser la TVA sur les produits de première nécessité mais aussi sur la culture pour permettre à tout le monde de s'élever.

Imposer qu'une partie des gains obtenus en bourse par les particuliers ou les entreprises soient réinvestis dans les entreprises françaises.

Interdire le monopole économique des grandes entreprises.

ARGENT PUBLIC

Avoir un droit de regard sur la vente d'entreprises ou de biens publics (par exemple l'aéroport de Toulouse).

Profiter de la vente de la Française des Jeux pour acquérir un ordinateur cantique

Ne pas privatiser les barrages et les compagnies de gestion de l'eau qui est un bien universel.

Vendre les biens et les entreprises publics à des entreprises privées bien plus compétentes pour les faire fructifier et générer de l'emploi.

Ne pas supprimer la taxe d'habitation, sinon les communes vont perdre des revenus qui leurs sont utiles, mais l'indexer sur les revenus pour que chacun participe.

Obliger l'état à suivre les préconisations de la Cour des comptes dans son rapport annuel.

HERITAGE

Revoir le système de transmission de patrimoine : il est très injuste car chaque génération doit payer pour donner à la suivante ce qu'elle a épargné de son vivant. Les sommes sont disproportionnées avec la valeur des biens immobiliers, l'argent que coûterait une remise en état et les moyens des héritiers. Ça ne donne pas envie d'investir en France. Autant laisser de l'argent sur un compte à l'étranger pour ses enfants !

TRANSITION ECOLOGIQUE

NIVEAU PERSONNEL

Refuser les emballages dans les supermarchés (les laisser sur place est autorisé mais beaucoup de supermarchés refusent).

Faire le choix individuel de mieux consommer et de faire des économies d'énergie.

NIVEAU LOCAL

Laisser les départements mettre en place la limitation à 80km/h sur les routes.

Améliorer les transports en commun et les voies douces pour limiter l'usage de la voiture. Favoriser le co-voiturage et le télétravail.

Développer la consommation de produits locaux, aider au développement des filières courtes.

NIVEAU NATIONAL

Dans les pharmacies, ne donner que le nombre de cachets nécessaires au traitement et non plus des boîtes entières.

Rationaliser et diminuer les normes dans la construction, l'alimentation ou la fabrication de biens de consommation car elles augmentent les coûts sans être sûrs d'aboutir à des économies (pour rentrer dans ses frais, on augmente le prix de vente ou alors on contourne les normes pour vendre moins cher).

Ne plus enfouir de produits polluants dans notre sous-sol, ni dans les pays pauvres.

Interdire l'obsolescence programmée des appareils électro ménagers, hifi, informatique... Faire payer les fabricants qui programment la durée de vie de leurs appareils.

Obliger à fabriquer des produits réparables.

Interdire totalement les glyphosates et autres produits dangereux.

Interdire la pêche intensive, et la pêche et la chasse des espèces menacées.

Mieux surveiller les abattoirs et les méthodes d'équarrissage en y plaçant des caméras.

Ralentir la production de masse et les produits manufacturés. Revenir aux produits bruts que l'on transforme soi-même.

TAXES

Remettre en place les systèmes de consignes sur les emballages recyclables pour que les gens les ramènent et qu'ils repartent dans les filières de traitement.

Organiser le Crit'Air sur le modèle allemand : faire des mises à jour des véhicules pour les rendre moins polluants au lieu de devoir les détruire et en acheter des plus récents.

Que la taxe sur les carburants serve à des projets écologiques et environnementaux uniquement.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

EXEMPLARITE

Stop au copinage en politique et dans les affaires !

Que la présence dans les assemblées soit obligatoire pour nos élus !

Que les députés et sénateurs soient plus présents sur le terrain et auprès des populations.

Supprimer les privilèges des anciens présidents, ministres, sénateurs.... Ils cotisent à la retraite comme tout le monde
Rendre l'exemplarité des élus constitutionnelle avec de lourdes peines et une inéligibilité définitive en cas de faute.
Interdire aux élu(e)s ayant été jugé(e)s coupable de fraudes sur l'argent public ou de malversations, de se présenter à un mandat électoral.

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Redonner du pouvoir aux Maires.

Redonner sa place au service public. Définir le but, les raisons d'être de ces services publics et mettre en adéquation les moyens nécessaires. Ajuster le nombre et les missions des fonctionnaires aux besoins et à l'utilité du service rendu.

Diminuer le nombre de communes et rassembler les plus petites, mais laisser la gestion à celles qui peuvent assumer seules leurs compétences. Redonner de la cohérence aux territoires que l'Etat décide d'associer (bassins de vie, d'activité et d'histoire).

Arrêter les regroupements intercommunaux sur la seule base de la démographie du territoire ainsi constitué.

Interdire la mise au placard des fonctionnaires : si on paie quelqu'un il doit rendre obligatoirement un travail, sinon il change de service ou de collectivité. Plus de passerelles entre les mairies, les intercommunalités, et les trois fonctions publiques pour recaser les personnes qui ne conviennent plus au poste ou dont le métier a été supprimé dans la collectivité.

ACCESSIBILITE

Que les actes obligatoires pour le citoyen, comme les cartes d'identité, puissent être réalisés dans chaque commune, sans avoir à se déplacer. Aide à la réalisation de demandes par internet si nécessaire.

Remettre des services publics dans les territoires de vie ruraux (La Poste, maison des services publics...).

Accessibilité des services publics : que les missions régaliennes soient maintenues ou qu'une aide soit prévue pour le maniement d'internet et la dématérialisation.

INFORMATION

Que l'Etat communique plus avec les citoyens, explique les prises de décisions et les enjeux.

Que les décideurs se reconnectent avec la vie réelle. Qu'ils aient des émissaires sur le terrain auprès des vrais gens, et les consultent avant de prendre des décisions.

Rendre l'Europe plus proche du citoyen Français, et moins opaque. Développer la compétence sociale européenne.

SECURITE

Augmenter la présence de la Gendarmerie sur le territoire et des polices municipales.

Que les citoyens aient un droit de regard sur les engagements de nos soldats dans les conflits mondiaux.

Ramener le respect de la loi et de l'ordre au centre des préoccupations.

Accélérer la justice dans les cas de viol ou de pédophilie. Ne pas attendre plus d'un an pour un procès.